

RABOT SUR LES EXONÉRATIONS DE CHARGES SOCIALES PATRONALES

Le Medef Réunion déclenche l'alerte « tsunami »

Le Medef Réunion tenait son assemblée générale, hier. La volonté du gouvernement de raboter les exonérations de charges sociales patronales a dominé les débats. Vent debout contre cette réforme, le syndicat alerte sur l'impact d'une telle mesure en matière de prix, de rémunération et d'emploi. Il cherche déjà des solutions pour éviter une crise sociale comme celle que vit actuellement la Martinique.

Le 17 octobre, lors de l'assemblée générale de l'Adir (Association pour le développement industriel de La Réunion), Jérôme Filippini avait dû affronter les critiques des acteurs économiques et politiques locaux concernant les choix effectués par l'Etat pour réduire le déficit de la France.

Le préfet ayant depuis quitté ses fonctions sans être (à ce jour) remplacé, c'est le secrétaire général de la préfecture, Laurent Lenoble, qui a dû faire face à la fronde, hier, à l'assemblée générale du Medef Réunion.

Sans évidemment pouvoir apporter de réponse.

Malgré la « tonalité résolument positive et avant-gardiste » que le président du syndicat patronal, Didier Fauchard, a voulu donner à cet événement placé cette année sous le signe de l'intelligence artificielle (lire par ailleurs), les critiques ont fusé concernant les projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale dans un contexte compliqué.

Si l'économie réunionnaise a su traverser une année 2024 « en demi-teinte », « le BTP est en crise profonde, le logement totalement en panne, les délais de paiement se sont allongés, les trésoreries d'entreprises sont exsangues et la concurrence mondiale de plus en plus féroce », a énuméré Didier Fauchard avant d'évoquer LA mesure qui pose le plus problème aux acteurs patronaux en ce moment.

« S'il devait y avoir un rabot de la Lodeom (N.D.L.R.: exonérations de charges sociales patronales outre-mer, lire par ailleurs), ce serait un tsunami pour les entreprises avec deux conséquences: une hausse des prix et des licenciements, a développé le président du Medef Réunion. Participer à l'effort collectif pour redresser la France, nous pouvons l'entendre. Mais il n'est pas question que cela se fasse au détriment de notre équilibre économique ».

« Blindés d'inquiétude »

Le vice-président du Département, Rémy Lagourgue, et la présidente de la Région, Huguette Bello, sont venus en soutien. Le premier a rappelé le courrier adressé par Cyrille Melchior au Premier ministre pour témoigner de « son inquiétude et de sa grande détermination ». La seconde a dénoncé « des mesures drastiques et de détricotage en cours d'examen qui risquent d'anéantir tous les efforts effectués ».

Bruno Arcadipane, vice-président du Medef national, ne l'a pas caché concernant le budget en cours de discussion : « nous sommes blindés d'inquiétude. Les risques sont très importants. Les outre-mer et La Réunion n'échapperont pas à des coups de rabot. Encore faut-il qu'ils soient mesurés, responsables et acceptables ».

Le syndicat patronal a fait des propositions à l'Etat afin de ne pas toucher aux exonérations de charges sociales tout en diminuant quand même la dépense publique, l'objectif recherché par le gouvernement. « Le 49.3 devra être pris avec responsabilité pour garder la sérénité dans le monde économique et aussi dans le pays », s'est projeté Bruno Arcadipane.

Bruno Arcadipane, par ailleurs président d'Action Logement, s'est inquiété par ailleurs pour le BTP : « depuis 2017, tout a été fait pour l'arrêter et nous sommes en train d'y arriver. Pour relancer les choses, nous avons besoin de carburant. Si ce gouvernement ne prend pas ses responsabilités, nous allons payer deux fois. Il y aura plus de 200 000 licenciements dans le bâtiment, qui seront payés au chômage au lieu de les maintenir en activité ». Même inquiétude dans le secteur automobile.

« Vivre dignement »

Le président du Medef Réunion en a appelé hier à nos élus pour « militer en faveur d'une visibilité et d'une lisibilité concernant les dispositifs s'appliquant en outre-mer. Le seul moyen de nous permettre d'anticiper nos stratégies et de dimensionner nos entreprises en conséquence ». Didier Fauchard s'est également ému de la « surrè-



De gauche à droite Didier Fauchard, président du Medef Réunion; Bruno Arcadipane, vice-président du Medef national; et Garance Pineau, directrice générale du Medef national. (Photo Cédric Boulland)

glementation » et du « côté kafkaïen des réglementations existantes ».

Alors que la situation est depuis plusieurs semaines tendue à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie mais aussi en Martinique, Didier Fauchard a fait le lien avec La Réunion avec cette question : « Peut-on se permettre une nouvelle crise sociale après celle du Cospar et des Gilets jaunes ? La réponse du Medef est non ».

Pour le syndicat patronal, les solutions à la vie chère ne se situent

pas sous l'angle des prix mais des revenus. D'où les pistes formulées hier: la formation professionnelle, les reconversions, l'accompagnement à la création d'entreprise et les conventions collectives « permettront à toute personne de vivre dignement ».

« Être lucides »

Autre moyen d'agir: le partage de la valeur. « C'est un sujet qui nous est cher, un levier de rehaussement des salaires. Un très bon outil de management » aux yeux de Didier Fauchard.

Bruno Arcadipane a profité de l'assemblée générale d'hier pour adresser un message aux représentants des salariés: « J'invite nos syndicalistes à être lucides. Si nous nous prenons un coup de rabot, les futures NAO (N.D.L.R.: négociations annuelles obligatoires) ne seront pas exceptionnelles. Elles seront plutôt proches de zéro. Je crois beaucoup à la démocratie sociale quand la démocratie politique fonctionne mal ».

De là à imaginer la même union sacrée chez les partenaires sociaux qu'au sein du monde patronal sur la question des exonérations de charges sociales patronales...

Cédric BOULLAND

Le tour de France de l'IA commence par La Réunion

Bruno Arcadipane, vice-président du Medef national en charge des territoires, n'en est pas peu fier. « Nous sommes habitués à organiser ce genre de manifestation à Paris, Marseille ou Lyon. Le fait que cela se passe à La Réunion est exceptionnel et démontre notre attachement ».

Le syndicat patronal a fait de notre île la première étape de son tour de France de l'intelligence artificielle organisé en lien avec Numeum, première organisation de professionnels du numérique en France. Elle se déroule aujourd'hui avec le soutien local de Digital Réunion. 350 personnes sont attendues à Saint-Denis pour découvrir des cas d'utilisation concrets et assister à des ateliers pratiques. Une journée était organisée sur le même thème samedi dernier à Saint-Pierre par la CCIR (lire notre édition de lundi).

Après notre département (seul territoire ultramarin au programme), ce tour de France se déplacera à Valbonne, Vierzon, Perpignan, Troyes, Nancy et Lille. Et se terminera dans la capitale le 4 février.

« Évangéliser les territoires »

Six jours plus tard démarrera à Paris sous la présidence d'Emmanuel Macron le Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle (AI Action Summit). Ce tour de



Les partenaires de la manifestation attendent 350 personnes aujourd'hui à Saint-Denis. (Photo Cédric Boulland)

France a notamment pour objectif de recueillir des témoignages et contributions destinées à alimenter un livre blanc qui sera remis au chef de l'Etat.

Mais plus que des remontées du terrain, le véritable objectif est d'« évangéliser les territoires », insiste Bruno Arcadipane. La France a du retard en matière d'intelligence artificielle et cela inquiète le Medef. Il est impératif que notre pays prenne de l'avance. Il faut en faire une force quand beaucoup imaginent la perte d'emplois. Tout le monde doit s'y mettre. Pour cela, il est essentiel que le déploiement de l'IA se fasse à la même vitesse partout sur le territoire ».

Président du Medef Réunion, Didier Fauchard, explique recevoir « beaucoup de questions d'adhérents sur le sujet, un peu comme avec le cloud (N.D.L.R.: stockage en ligne)

il y a dix ans. La première interrogation étant: je démarre par quoi ? »

Garance Pineau, directrice générale du Medef national, explique la démarche de son organisation. « On ne peut pas seulement mettre en valeur les pépites de la tech. Il y a des boîtes qui ne savent pas comment faire avec l'IA. C'est la vraie valeur ajoutée de ce tour qui vise trois publics: notre réseau, les autorités et le grand public. »

« Une course de vitesse »

Selon la présidente de Numeum, Véronique Torner, seules 7 % des entreprises françaises ont aujourd'hui recours à l'intelligence artificielle et il y en aura 19 % en 2034 alors que l'Union européenne s'est fixé l'objectif ambitieux de 75 % d'ici à 2030. Sa conclusion :

« il y a urgence à accélérer notre transformation numérique. Le message que nous venons délivrer est le suivant: il faut se saisir de l'IA, c'est pour vous ».

Notre île part d'encore plus loin. « Nous sommes en retard à La Réunion, reconnaît Antoine Devasle, président de Digital Réunion. La sensibilisation se fait. Il reste le passage à l'acte. Cette première étape du tour de France de l'IA doit nous permettre de rattraper ce retard. L'enjeu n'est pas de savoir si nous devons y aller. C'est de passer à l'action maintenant car avec ces outils, nous allons beaucoup plus vite. Nous devons notamment travailler sur l'usage des intelligences artificielles génératives ».

Pour Garance Pineau, il y a trois défis à relever en matière d'IA: le financement (avec notamment une mobilisation d'argent privé), la gouvernance et la réglementation.

Véronique Torner insiste pour sa part sur les enjeux de souveraineté (l'économie française souffre d'un manque de numérisation) mais aussi économiques (le PIB peut être boosté de 240 à 420 milliards d'euros d'ici à 2030).

Le succès passe par une prise de conscience collective. « L'IA est une course de vitesse, conclut la présidente de Numeum. Si on ne mutualise pas et qu'on ne fédère pas, la France ne sera pas dans la course ». Et La Réunion non plus.

Cédric BOULLAND

Fauchard « extrêmement favorable aux investissements étrangers »

Alors que le groupe mauricien IBL (propriétaire de Run Market et du Lux sur l'île) est dans le colimateur de nombreux acteurs à La Réunion, notamment la Région, le président du Medef Réunion, Didier Fauchard, s'est déclaré hier « extrêmement favorable aux investissements étrangers à La Réunion », y voyant « un véritable moteur de croissance et d'emploi ».

Didier Fauchard a néanmoins assorti ce commentaire d'une demande de « réciprocité des échanges ».

En clair : les mêmes règles doivent s'appliquer pour les investisseurs réunionnais à Maurice que pour les investisseurs mauriciens

à La Réunion. Il en a également appelé à « la sécurité des biens et des personnes ».

Le président du Medef Réunion a également rappelé qu'il y a aujourd'hui plus d'acteurs réunionnais présents à l'île Maurice que l'inverse. Et a cité les chiffres des exportations réunionnaises et mauriciennes vers l'autre île sœur: respectivement 30 et 11 millions d'euros par an.

« L'export, cela ne s'improvise pas, c'est un métier », a conclu Didier Fauchard. Le Medef participera le mois prochain à la mission conduite par le Club Export au Rwanda.

C.B.

GROS PLAN NAILLET ET MAILLOT AU SECOURS DES PATRONS Philippe Naillet et Frédéric Maillot ont tous les deux déposé le même amendement au projet de loi de financement de la sécurité sociale, reprenant ainsi un argumentaire développé par la Fédération des entreprises d'outre-mer (Fedom). Il s'agit « d'empêcher que la refonte du régime des allègements généraux de cotisations patronales n'emporte de conséquence, par ricochet, sur le régime d'exonération de charges sociales patronales applicable en outre-mer (dit Lodeom) ». L'assiette étant la même, la diminution de deux points en 2025 et de deux autres points en 2026 du dispositif Fillon sur les bas salaires impactera en effet les dispositifs ultramarins, notamment dans les très petites entreprises. D'où cet amendement visant à « geler l'ensemble des paramètres dans leur version actuellement applicable au régime de la Lodeom ».